

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Haiti-missions-de-paix-ou-subordination-et-discipline>

# **Haïti : missions de paix ou subordination et discipline ?**

- Les Cousins - Amérique Centrale et Caraïbes -

Date de mise en ligne : mercredi 3 juin 2015

---

**Copyright © El Correo - Tous droits réservés**

---

**Bien que les missions de paix occupent les espaces médiatiques en raison des affaires d'abus sexuels des casques bleus, on observe derrière ces « effets colatéraux » la subordination du pays récepteur, ainsi que de celui qui envoie les soldats, à une stratégie de discipline qui les dépasse et qui est hors contrôle.**

« La fin de la Guerre Froide a abouti à une recherche dans le monde entier de nouvelles missions militaires et de fondements pour de telles missions » écrivait Military Review, porte-parole des forces armées des États-Unis il y a près de 20 ans. Elle affirmait en outre que « l'une des missions les plus importantes est celle du maintien de la paix » (Military Review, N° 5, 1997, p. 50).

Dans le numéro le plus récent de la même publication, un article destiné à analyser le « pouvoir des États-Unis en transition », le colonel Isaiah Wilson III signale : « les interventions militaires des États-Unis depuis 1998 ont favorisé des changements tectoniques dans le système international. Elles ont défié les normes, principes, règles et procédés de prise de décisions plus traditionnels qui ont apporté une stabilité au système des 60 dernières années, Mais ce que les interventions nord-américaines ont surtout défié, c'est ce qui était autrefois considéré comme fondamentalement inviolable, à savoir la souveraineté territoriale » (Military Review, mars-avril 2015, p. 25).

Par sa transparence proverbiale (et son impunité), le colonel Wilson III qui occupe le poste de directeur du Programme de Grande Stratégie de l'académie militaire de West Point, souligne que dès la décennie 90, il s'est produit une internationalisation des conflits domestiques, ou autrement dit, l'utilisation de ces conflits pour procéder à des interventions militaires. « La caractéristique qui définit beaucoup de ces interventions des années 90 - la Somalie, les Balkans, Haïti, le Rwanda, le Kosovo, le Timor Oriental, etc, -, a été la dite impulsion des interventions étrangères sur les États souverains au nom des citoyens et des communautés à l'intérieur de ces États », conclut Military Review (p. 26).

### **Missions de paix : Haïti**

Les « missions de paix » des Nations Unies dans le monde, la plupart en Afrique, sont liées à l'objectif de résolution des problèmes créés par les interventions militaires successives des États-Unis dans le monde, Tant en Afrique que dans les Caraïbes, outre le fait de contenir les désastres générés par la destruction des États-Nations préalablement affaiblis par une histoire coloniale désastreuse, il s'agit maintenant de faire tout son possible pour freiner les progrès de la Chine.

C'est dans ce schéma que s'intègre le « leadership extraordinaire » de l'Uruguay, selon les paroles prononcées par Victoria Holt, sous-secrétaire du bureau pour les organisations internationales des États-Unis (É.-U.), à Montevideo lors de la conférence régionale sur les opérations de maintien de la paix, réalisée les 6 et 7 mai derniers. Les militaires du Mexique et de Colombie s'apprêtent à participer aux missions de paix. Le « progrès » que la fonctionnaire des É.-U. attribue à la mission en Haïti ne concorde pas avec les plaintes des organisations internationales sur les violations permanentes que commettent les casques bleus, y compris les Uruguayens.

Lors d'un exposé réalisé à la Faculté des Sciences Sociales le 7 mai dernier, l'analyste institutionnel Fernando Moyano, défenseur de la Coordination pour le retrait des troupes en Haïti, a expliqué que parmi les 115 000 casques bleus déployés dans les missions du monde entier, 77 % se trouvent dans des « zones défaillantes des périphéries africaines » et 10 % en Haïti, où « il n'existe aucun conflit armé, mais un conflit politique qui se veut contenu par l'intervention militaire ». Selon lui, les missions de paix « ne sont pas neutres ; il s'agit de forces combattantes en

faveur d'un camp et elles ne cherchent pas la paix mais la défaite de l'autre camp ».

Du point de vue de la stratégie militaire des É.-U., qui dans les faits coïncide avec des puissances européennes telles que la France, responsable directe du dernier coup d'État en Haïti, contre le président légitime, Jean Bertrand Aristide, en 2004, les missions de paix « allègent l'effort militaire surdimensionné (overstreich) des puissances impérialistes et légalisent la guerre permanente du maintien de l'ordre mondial ». Haïti a été envahie pour la première fois par les É.-U. en 1915. C'est pour cela que Moyano défend que les missions de paix des Nations Unies « prétendent administrer les États défaillants » créés par la politique extérieure de la super-puissance.

L'un des arguments principaux des défenseurs de ce type d'intervention militaire est qu'un retrait des troupes provoquerait, au jour suivant, le déclenchement d'une guerre civile. C'est exactement la question qu'a formulé Luis Porto, alors vice-chancelier uruguayen, au sénateur Moïse Jean Charles, en octobre 2014. « Ne craignez pas pour Haïti, a répondu le sénateur, la MINUSTAH n'occupe pas la totalité du territoire haïtien, citoyens qui réclament une prise en charge policière ; ses membres répondent qu'ils ne sont pas là pour ça ». Ils ne s'occupent que des problèmes politiques, tels que la répression des protestations populaires. La MINUSTAH ne constitue pas une garantie pour la réalisation des élections démocratiques, mais plutôt un obstacle ».

À la rigueur, le seul bénéfice qu'a retiré le peuple haïtien est la présence des médecins cubains qui prennent en charge 75 % des gens. Il s'agit là d'une véritable aide humanitaire, non militarisée, qui fait contraste avec l'épidémie de choléra introduite par les soldats étrangers qui a emporté la vie de 8 000 Haïtiens et en a contaminés 600 000. Moyano a illustré par un tableau les résultats de l'aide cubaine, qui a réussi à faire diminuer la mortalité infantile et maternelle de plus de moitié et qui a permis de faire croître l'espérance de vie de 54 à 61 ans entre 1999 et 2007.

### Effets collatéraux

Le 2 mai 2015, une ONG française a déposé une plainte, affirmant que les enfants haïtiens de quatre à dix ans sont séquestrés et tenus comme esclaves sexuels. « Et de nombreux mis en cause sont des membres des Nations Unies », souligne la plainte, tout en assurant que l'organisme international reconnaît la situation. Ce n'est que la dernière d'une longue série de plaintes pour les abus commis par les casques bleus en Haïti. La mission au Congo fait face à des accusations d'abus sexuels similaires, 14 militaires étant ciblés.

« Impérialisme sexuel » est le terme créé par le professeur colombien Renán Vega Cantor pour décrire la conséquence de la présence militaire nord-américaine dans son pays. En 2007, 53 petites filles ont été abusées par des militaires de ce pays, situation qui se répète des Philippines et de la Corée du Sud en passant par les Balkans et les sept bases militaires que possède la Colombie, soulignant ainsi qu'il ne s'agit pas d'excès ponctuels, mais d'une politique systématique qui transforme l'armée de la super-puissance en « plus grand proxénète de la planète » (Página 12, 4 mai 2015).

Une partie des conclusions de Vega Cantor vient grossir le rapport de 800 pages de la Commission Historique des Conflits et de ses Victimes, L'un des problèmes reste l'impunité, qui garantit que les soldats de tous les pays ne seront pas jugés par les lois et les juges locaux. Il s'agit d'une relation asymétrique, coloniale, qui favorise les abus et les violations.

Bien que la violence sexuelle prenne de plus en plus de place dans les gros titres des médias, il existe d'autres effets collatéraux des missions de paix, et plus particulièrement la MINUSTAH, qui sont généralement habilement cachés. Les missions modèlent les forces armées qui y participent, et, de manière indirecte, influencent le peuple.

Du point de vue quantitatif, environ 10 % des effectifs des forces armées uruguayennes ont participé à la mission en

Haïti. Mais il faut ajouter à ce chiffre les efforts et le personnel consacrés à la préparation et à la récupération, la logistique et les services que Moyano estime à un tiers du personnel militaire total. Il faut également ajouter un effet qualitatif : les missions « marquent le pas » en ce qui concerne le renouvellement de l'armement de l'apprenant, l'incorporation de nouvelles technologies et l'entraînement des effectifs. Pour finir, un soldat en Haïti perçoit un salaire de 1 500 dollars, presque 40 000 pesos, devenant ainsi une référence pour le reste de la troupe.

En résumé, les missions de paix disciplinent le pays qui les reçoit, mais aussi celui qui y envoie ses soldats car ce dernier s'intègre à un schéma géopolitique qu'il ne peut pas contrôler, permettant que ses forces armées soient modelées en vertu des grands intérêts qui gouvernent le monde, Avec la bénédiction et la couverture politique de tous les progressismes.

Raúl Zibechi pour [Alai-Amlatina](#)

[Alai-Amlatina](#). Équateur, 23 mai 2015.

Traduit de l'espagnol pour [El Correo](#) par : Floriane Verrecchia-Ceruti

[El Correo](#). Paris, le 3 juin 2015.

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 Unported](#).